

Affaire suivie par : DESIDERIO Corinne
Téléphone : 04 77 43 53 60
Courriel : corinne.desiderio@developpement-durable.gouv.fr
Références : 20230315_UIDLHL_EAR_83_RAP
Code AIOT : 0006103402

ST ETIENNE, le 15/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHROMOBRONZE

Z.I. DE GALINAY
42230 Roche-la-Molière

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2023 dans l'établissement CHROMOBRONZE implanté rue Dolomieu Z.I. DE GALINAY 42230 Roche-la-Molière. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle et a porté principalement sur les rejets atmosphériques, canalisés et diffus, du site. D'autres points ont été abordés (risque incendie, utilisation de Trioxyde de Chrome et autres substances ou mélanges, protection des salariés, réduction des volumes de bains actifs, maîtrise des consommations d'énergie)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHROMOBRONZE
- rue Dolomieu Z.I. DE GALINAY 42230 Roche-la-Molière
- Code AIOT : 0006103402
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

CHROMOBRONZE est une société de traitement de surface qui opère sur deux métiers (Nickel et Chrome) pour les pièces de sécurité ou l'amélioration de leur résistance aux effets du temps. Elle emploie 10 personnes et fonctionne du lundi au vendredi de 7h à 14h30.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection s'intègre dans l'action nationale "rejets atmosphériques des ICPE soumises à autorisation".

Sur le thème du risque incendie, en l'absence de dispositif de confinement des éventuelles eaux d'extinction, l'explication indique que les secours savent que le site détient de l'acide chromique et ont établi un Plan ETARE qui précise comment entrer couvrir les bacs, les protéger avant arrosage. L'inspection note que le site et ses bâtiments sont implantés en limite de voie communale avec trottoir et grille d'évacuation des eaux pluviales, aussi un dispositif de confinement doit être installé pour éviter tout rejet intempestif de produits chimiques au réseau EP.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|------------------------|--|--|-------------------|
| 4 | Points de prélèvements | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|----------------------------|--|--|-------------------|
| 1 | Canalisation des émissions | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I | / | Sans objet |
| 2 | Emissions diffuses | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I | / | Sans objet |
| 3 | Points de rejets | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49 | / | Sans objet |
| 5 | Surveillance des rejets | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III | / | Sans objet |
| 6 | Surveillance des rejets | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II | / | Sans objet |
| 7 | Surveillance des rejets | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV | / | Sans objet |
| 8 | Respect des VLE | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21 | / | Sans objet |
| 9 | Respect des VLE | Arrêté Préfectoral du 23/06/2009, article 3.2.2 | / | Sans objet |
| 10 | Respect des VLE | Arrêté Préfectoral du 23/06/2009, article 3.2.2 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur la partie "rejets atmosphériques" le contrôle inopiné prescrit au site pour 2023 permettra de valider l'auto-surveillance opérée par l'exploitant. Les rapports d'auto-surveillance et de recalage produits dans le passé et pour 2022 ne conduisent pas à identification de non-conformité majeure sur ce thème.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canalisation des émissions

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Canalisation des émissions |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés. |
| Constats : Le site dispose de 5 aspirations sur les baignoires actives de traitement de surfaces des métaux, les émissions étant traitées par dévésiculateur : <ul style="list-style-type: none">- Ligne de chromage - TR 15000 - aspiration des émissions des deux baignoires de chrome- Ligne de chromage - TR 10000 - aspiration des émissions des deux baignoires de chrome- Baignoires de chromage - Artisanal - aspiration des émissions des baignoires de chrome- Déchromage à la soude - aspiration des émissions des baignoires de soude- Chaîne nickel - aspiration des baignoires de nickel Les émissions sont traitées par dévésiculateur. En application des articles 3.2 et 3.3 de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2009, les émissions liées au polissage sont contrôlées à rythme triennal et les analyses traduisent des rejets faiblement chargés en poussières : de l'ordre de 2 à 20 mg/Nm3 en concentration et de l'ordre de 1 à 10 g/h en flux sur les deux tours de rectification. Ce point n'a pas été contrôlé en 2022. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Emissions diffuses

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Limitation des émissions diffuses |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.</p> <p>Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.</p> <p>Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.</p> <p>Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.</p> |
| <p>Constats : Le site ne stocke pas de produits pulvérulents, et a réduit notablement les stocks de produits de traitement : le stock permanent se réduit à 500 kg de paillettes de trioxyde de Chrome (CrO3) dans un local à accès réservé et sur rétention.</p> <p>L'exploitant indique que la surveillance des émissions diffuses est assurée en conformité au Droit du Travail, par l'inspection et la médecine du travail. Il précise que selon les relevés PID sur effectués sur les employés, les personnels de bureau sont plus exposés que les personnels d'atelier ; les analyses de sang effectuées ne traduiraient pas de contamination des salariés ; une campagne de radiographie pulmonaire a été réalisée, l'exploitant est en attente des résultats.</p> |
| <p>Observations : Le suivi des salariés étant assuré par l'inspection et la médecine du travail, l'inspection de l'environnement considère que les émissions diffuses font l'objet d'une surveillance adaptée (notamment au regard des conditions de mise en œuvre de CrO3, substance interdite sauf autorisation spécifique et application des règles particulières qui lui sont liées)</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Points de rejets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de rejets |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continué et lente. |
| Constats : Les conduits d'évacuation au-dessus des lignes sont verticaux. Le prestataire indique que sur chaque conduit la section de mesure est considérée comme homogène (Système d'homogénéisation en amont de la section de mesure et absence d'entrée d'air entre ce système et la section de mesure). Les émissaires "déchromage soude" et "nickelage" sont protégés des intempéries, les 3 autres ne le sont pas. Les conduits sont circulaires et réguliers. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Points de prélèvements

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de prélèvements |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : Les écarts à la norme NF EN ISO 16911-1 sont précisés par le prestataire : ils concernent les longueurs droites amont et aval aux points de prélèvement sur les différents conduits.</p> <p>Ces écarts sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chromage TR15000, Chromage TR10000, Chromage artisanal : Longueurs droites aval insuffisantes pour les 3 points de prélèvement : la préconisation d'une longueur droite aval au moins égal à 2 fois (coude) ou 5 fois (débouché) le diamètre hydraulique du conduit n'est pas respectée (respectivement : 1 m pour un diamètre de 0,45 m, 2 m pour un diamètre de 0,39 m, et 1m pour un diamètre de 0,48 m) - Déchromage Soude et Nickel : Longueurs droites amont insuffisantes : la préconisation d'une longueur droite amont au moins égal à 5 fois le diamètre hydraulique du conduit n'est pas respectée (respectivement : 3 m pour un diamètre de 0,45 m, 3 m pour un diamètre de 0,40 m) - Ce point sera à clarifier avec le prestataire habituel de CHROMOBRONZE <p>Le prestataire présente dans son rapport un chapitre 4 "SYNTHESE DES ECARTS ET INFLUENCE" et une annexe 3 "VALIDATION DES RESULTATS" qui ne signalent pas d'impact inacceptable des conditions de prélèvement sur les résultats. Ce point sera à clarifier avec le prestataire habituel de CHROMOBRONZE</p> |
| <p>Observations : Le site fera l'objet d'un contrôle inopiné sur ses rejets atmosphériques en 2023. Au vu des résultats de ce contrôle, l'inspection appréciera s'il est nécessaire de demander la mise en conformité des points de rejet : cette mise en conformité sera exigible si l'impact sur les résultats est signalé comme important par le laboratoire.</p> <p>La campagne de contrôles inopinés sur la région Auvergne Rhône-Alpes se déroulant sur l'année en cours impose des délais non maîtrisés par les exploitants car liés aux disponibilités des bureaux d'études pour les prélèvements. Aussi, le délai accordé à l'exploitant pour justifier de l'absence d'impact des écarts à la norme sur la validité des résultats d'analyses est proposé à 8 mois soit 240 jours.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Surveillance des rejets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. |
| Constats : L'exploitant fait réaliser, depuis 2015, prélèvements et analyses des rejets atmosphériques du site en conformité avec les exigences de fréquence et dans les conditions prévues par l'arrêté préfectoral du 23 juin 2009 qui réglemente ces émissions. Les prélèvements effectués en 2022 ont été réalisés alors que la production était en cours dans les différents bains captés (trempage de pièces). Les conditions de pression (959 à 952 mbars) et de température (11°C à 14°C selon les prélèvements) sont en écart aux conditions normalisées mais les débits volumiques des rejets sont exprimés à la fois sur gaz brut et sur sec ramené aux conditions normales de températures et de pression. Le rapport présente donc les résultats d'analyses pour chaque paramètre pour chaque émissaire sur gaz sec (sauf Cr et CrVI), sur gaz humide (sauf HF, Cr, CrVI, Ni) et dans les conditions réglementaires. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Surveillance des rejets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p> |
| <p>Constats : Le prestataire utilise en référence les normes ci-après</p> <ul style="list-style-type: none"> - Avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement publié au journal officiel du 30 décembre 2020. - Document LAB REF 22 du COFRAC « Exigences spécifiques Qualité de l'air – Emissions de sources fixes ». - GA X43-551 : Qualité de l'air – Emissions de sources fixes – Harmonisation des procédures normalisées en vue de leur mise en oeuvre simultanée. - GA X43-552 : Qualité de l'air – Emissions de sources fixes – Elaboration des rapports d'essais pour les mesures à l'émission. <p>La stratégie d'échantillonnage vis-à-vis de l'homogénéité des effluents gazeux a été réalisée en application de la norme NF EN 15259 et du LAB REF 22. Les règles appliquées pour effectuer les calculs sont affirmées conformes au document LAB REF 22 du COFRAC.</p> <p>Il est noté que</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur ligne Chromage TR15000 : non-conformité pour HCl (rendement d'absorption), non-conformité pour HF (pH), - sur ligne Chromage TR10000, Chromage artisanal, déchromage Soude et Nickel : conformité des rendements d'absorption non précisée pour HCl et HF |
| Observations : L'absence de commentaire indique que ces données ne remettent pas en cause la validité des résultats quant à leur conformité aux Valeurs limites d'émission imposées au site |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Surveillance des rejets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Conformité des rejets |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : Les résultats ne montrent pas de non-conformité au regard des VLE ni de réserve de la part du prestataire, aussi l'exploitant n'apporte pas de commentaire particulier. Les écarts à la norme des conduits amont ou aval aux points de prélèvement sur les émissaires sont difficilement résorbables du fait de la configuration des locaux (le site est autorisé depuis 2015 - les installations d'aspiration et traitement des rejets ont été réalisées postérieurement et jusqu'en 2014 pour ce qui concerne la ligne Nickel). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Respect des VLE

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Conformité des rejets |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure. Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 : 1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ; 2° Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission. |
| Constats : Le site n'utilise pas de solvant et n'émet pas de COV. Les prélèvements sont effectués sur un "essai" de 30 minutes. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : Respect des VLE

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2009, article 3.2.2 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Tableau de VLE (chromage et nickelage) |
| Constats : Les résultats d'analyses sont considérés comme conformes en concentrations sur tous les paramètres analysés pour les 5 conduits concernés par la campagne de prélèvements. Sur les rapports d'analyses précédents, le prestataire mentionnait que les écarts aux normes concernant les installations et les conditions de prélèvement étaient sans influence sur la conformité des résultats d'analyses compte tenu des faibles concentrations mesurées au regard des Valeurs limites d'émission pour l'ensemble des émissaires et l'ensemble des paramètres soumis à auto-surveillance. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 10 : Respect des VLE

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2009, article 3.2.2 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Tableau de VLE (polissage) |
| Constats : Le rapport 2022 ne porte pas sur l'activité polissage qui ne doit être contrôlée qu'à rythme triennal. Les dernières analyses disponibles sur les tours de rectification montrent d'une part des concentrations en poussières très faibles, d'autre part des écarts aux normes tant pour les conditions de prélèvement que pour les installations. Cette prescription particulière n'a pas été vérifiée lors de l'inspection qui a porté sur les analyses 2022. Il est rappelé que le site est soumis, en 2023, à contrôle inopiné sur ses rejets atmosphériques. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

